

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2013)
Heft: 2015

Artikel: UBS sauvée des eaux... : ...mais la question des banques systémiques n'est pas réglée pour autant
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014189>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ne doit pas être inférieur à celui calculé à l'entrée en vigueur de son initiative.

Pour contrôler l'auto-provisionnement, il faut pouvoir maîtriser le volume des importations. Or l'accord de l'OMC signé par la Suisse il y a 20 ans ne permet pas d'augmenter la protection douanière. Reste la possibilité d'accroître la production indigène.

Comme le sol agricole n'est pas extensible, il faut donc

pratiquer une agriculture plus productive et moins «durable». C'est ce que font les éleveurs de bovins. Pour accroître la production laitière, ils nourrissent les vaches comme des cochons en important massivement du soja et autres tourteaux ou céréales fourragères. Et ils comptent écouler à l'étranger leurs excédents de produits laitiers.

Afin d'intensifier la production herbagère et la grande culture, il faut intensifier l'utilisation des engrais importés. Curieuse souveraineté alimentaire.

Au-delà des beaux emballages de souveraineté alimentaire et de garantie de l'approvisionnement de la population suisse en produits indigènes «durables», les initiants veulent simplement garantir le revenu paysan. On ne saurait contester à une organisation agricole le droit de défendre ses membres ou à un parti de vouloir plaire à son électorat rural. Mais il ne faut pas être dupe des vertueux arguments pour voiler des intérêts purement sectoriels.

UBS sauvée des eaux...

... mais la question des banques systémiques n'est pas réglée pour autant

Jean-Pierre Ghelfi - 16 novembre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24715>

Tout est bien qui finit bien! [Après coup](#), il est facile de dire que la Confédération et la Banque nationale ont fait une bonne affaire en venant au secours d'UBS le 16 octobre 2008 en lui prêtant 6 milliards de francs pour augmenter ses fonds propres et en concluant avec elle «un accord portant sur le financement à long terme et la liquidation ordonnée de titres illiquides et d'autres actifs à problème pour un montant maximum de 60 milliards de dollars des Etats-Unis», somme qui représentait alors un tiers du capital de la BNS.

Cette opération était destinée à renforcer la stabilité du

système financier suisse. Elle intervenait dans le contexte d'une crise financière mondiale, un mois après la faillite de la banque Lehman Brothers.

Elle comportait des risques considérables. D'ailleurs les premières réactions à la décision des autorités fédérales et monétaires furent plutôt négatives. Pourquoi recourir à l'argent des contribuables (pour le prêt de la Confédération) et des citoyens (pour les fonds de la BNS) pour venir au secours de la première banque du pays qui n'avait à s'en prendre qu'à elle-même si elle n'arrivait pas à se faire rembourser les prêts insensés

qu'elle avait consentis?

Banque systémique

La Suisse, comme la plupart des autres pays d'ailleurs, découvrait à cette occasion la notion de «*banque systémique*» et, dans la foulée, se rendait compte que le secteur financier jouissait, même dans une économie dite libérale, d'un statut particulier, différent de celui des autres branches économiques. Les Etats et les banques centrales engageaient des programmes de plusieurs milliards de francs pour relancer l'économie et pour recapitaliser les plus grandes banques et assurer ainsi leur

survie.

Les banques comportant un risque systémique sont celles qui sont considérées comme trop grandes pour faire faillite (*too big to fail*), car leur chute entraînerait celle de pans entiers de l'économie. Il en résulterait des dommages irréremédiables pour de très nombreuses entreprises et pour les emplois, dont les coûts économiques et sociaux seraient un multiple des soutiens accordés. Les banques centrales n'avaient pas agi de cette manière à la suite de la crise financière de 1929, laquelle, de ce fait, devait entrer dans l'histoire sous le terme de «*grande crise des années 30*». Une expérience à ne renouveler évidemment sous aucun prétexte.

Toute justifiée qu'elle ait donc été, l'intervention de la BNS en octobre 2008 n'en comportait pas moins des risques considérables. Personne ne pouvait garantir que la liquidation de milliers et milliers de contrats de prêts pourrait se faire de manière ordonnée, même en prenant tout le temps nécessaire. Et rien ne garantissait non plus que cette mesure de sauvetage d'UBS serait suffisante pour

assurer sa survie. La situation internationale aurait très bien pu se dégrader davantage, ce qui aurait nécessité un nouveau sauvetage de la banque suisse. La BNS aurait-elle pu intervenir une deuxième fois? Et que ce serait-il passé si Credit Suisse avait aussi dû solliciter le soutien de la BNS?

Lobbies bancaires

C'est à l'aune de la situation en 2008, et non du bilan de l'opération en 2013, qu'il faut analyser la problématique des banques *too big to fail*. Un peu partout dans le monde, les lobbies bancaires dépensent des fortunes pour convaincre les opinions publiques et les parlements qu'il faut éviter une «*réglementation excessive*» et ne pas exiger de «*hausse exagérées*» des fonds propres. Sinon, disent-ils, les banques ne parviendront plus à obtenir une rentabilité suffisante pour accorder les crédits nécessaires au développement des entreprises et des emplois.

Cette argumentation met le monde à l'envers. Ce sont évidemment les activités de crédit qui doivent déterminer la rentabilité, et non l'inverse. Et surtout, l'expérience de déréglementation du secteur

financier dès les années 80 a montré à quels excès abominables pouvaient aboutir les prétendues vertus de l'autorégulation du marché.

Soyons clairs. On voit une fois de plus que les marchés dits libres veulent le beurre et l'argent du beurre. Pas d'entraves réglementaires pour pouvoir développer leurs affaires. Mais le soutien du secteur public lorsque lesdites affaires se mettent à aller de travers.

Il y a là un double jeu qui n'est pas acceptable. La société est légitimée à se protéger des conséquences extrêmement onéreuses de l'échec des modèles d'affaires des banques *too big to fail* qui doivent, à l'avenir, pouvoir en assumer elles-mêmes, c'est-à-dire leurs actionnaires en priorité, les coûts.

A voir les réactions récentes des milieux économiques aux propos de la cheffe du département fédéral des finances, Eveline Widmer-Schlumpf, indiquant qu'à son avis les fonds propres des banques systémiques devraient être davantage relevés, nous ne sommes pas au bout de nos peines.